Numéro du rôle : 4246
Arrêt n° 42/2008 du 4 mars 2008

A R R E T

En cause : la question préjudicielle concernant l'article 6 des décrets de la Communauté flamande relatifs aux structures destinées aux personnes âgées, coordonnés le 18 décembre 1991, tel qu'il a été modifié par le décret du 23 février 1994, posée par le Conseil d'Etat.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents M. Bossuyt et M. Melchior, et des juges P. Martens, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen et J.-P. Moerman, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président M. Bossuyt,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

*

* * *

I. *Objet de la question préjudicielle et procédure*

Par arrêt n° 172.261 du 14 juin 2007 en cause de l'ASBL « Federatie voor Onafhankelijke Seniorenzorg » et la SPRL « Pinxteren-Cineger » contre la Communauté flamande, dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour le 28 juin 2007, le Conseil d'Etat a posé la question préjudicielle suivante :

« L'article 6 des décrets relatifs aux structures destinées aux personnes âgées, coordonnés le 18 décembre 1991, tel qu'il a été modifié par le décret du 23 février 1994, viole-t-il les articles 10 et 11 de la Constitution coordonnée le 17 février 1994 en ce que le Gouvernement flamand ne peut, par l'effet de la référence ' suivant les modalités prévues à l'article 5, § 1er ', subventionner d'autres formes de logement, de soins et de services pour personnes âgées, organisées par un établissement agréé en vertu de ce décret, que lorsqu'il s'agit d'établissements d'administrations locales et provinciales, d'associations sans but lucratif et d'établissements d'utilité publique au sens de la loi du 27 juin 1921, et donc pas lorsqu'il s'agit d'établissements d'autres personnes physiques ou morales, même s'ils sont soumis aux mêmes normes d'agrément ? ».

Le Gouvernement flamand a introduit un mémoire.

A l'audience publique du 16 janvier 2008 :

- a comparu Me B. Martel *loco* Me P. Van Orshoven, avocats au barreau de Bruxelles, pour le Gouvernement flamand;
- les juges-rapporteurs E. De Groot et J.-P. Moerman ont fait rapport;
- l'avocat précité a été entendu;
- l'affaire a été mise en délibéré.

Les dispositions de la loi spéciale du 6 janvier 1989 relatives à la procédure et à l'emploi des langues ont été appliquées.

II. *Les faits et la procédure antérieure*

L'ASBL « Federatie voor Onafhankelijke Seniorenzorg » (FOS) et la SPRL « Pinxteren-Cineger » demandent au Conseil d'Etat d'annuler l'arrêté du Gouvernement flamand du 4 avril 2003 subventionnant les activités d'animation dans les maisons de repos agréées. Cet arrêté règle plusieurs aspects du subventionnement des activités d'animation dont peuvent bénéficier les maisons de repos agréées qui sont gérées par une administration locale ou provinciale, par une association sans but lucratif ou par un établissement d'utilité publique au sens de la loi du 27 juin 1921.

Le Conseil d'Etat admet uniquement l'intérêt de la deuxième partie requérante, qui est une société privée à responsabilité limitée créée le 18 décembre 1984 ayant pour objet « le commerce de gros, de détail et le commerce ambulancier d'articles hygiéniques et de produits d'entretien; l'exploitation d'une maison de repos pour personnes âgées ».

Dans un de ses moyens, la partie requérante invoque la violation du principe d'égalité en ce que l'arrêté attaqué du 4 avril 2003 réserve le subventionnement des activités d'animation aux maisons de repos agréées qui sont gérées par une administration locale ou provinciale, une association sans but lucratif ou un établissement d'utilité publique au sens de la loi du 27 juin 1921, ce qui serait discriminatoire par rapport à toutes les personnes morales qui gèrent des maisons de repos et à leurs pensionnaires, étant donné qu'il est porté atteinte à l'équivalence entre les établissements publics et les établissements privés, alors que les maisons de repos privées fournissent aussi un service d'intérêt général.

Le Conseil d'Etat constate que l'inégalité dénoncée par la partie requérante réside dans l'article 6 des décrets relatifs aux structures destinées aux personnes âgées, coordonnés le 18 décembre 1991 (ci-après : les décrets coordonnés relatifs aux structures destinées aux personnes âgées). Cet article prévoit que le Gouvernement peut subventionner « suivant les modalités prévues à l'article 5, § 1er et § 2, 1^o, 2^o, 4^o et 5^o » d'autres formes de logement, de soins et de services pour personnes âgées, organisées par un établissement agréé en vertu de ce décret. Le Conseil d'Etat déduit de la genèse de cette disposition que les mots « suivant les modalités prévues à l'article 5, § 1er et § 2, 1^o, 2^o, 4^o et 5^o » figurant à l'article 6 en question constituent des conditions auxquelles le Gouvernement flamand peut subventionner d'autres formes de logement, de soins et de services pour personnes âgées. La référence aux « modalités prévues à l'article 5, § 1er » à l'article 6 précité des décrets coordonnés relatifs aux structures destinées aux personnes âgées vise également, dans cette interprétation, à limiter les maisons de repos agréées qui peuvent être subventionnées sur la base de l'article 6 aux administrations locales et provinciales, aux ASBL et aux établissements d'utilité publique au sens de la loi du 27 juin 1921. Sur ce, il pose d'office la question préjudicielle reproduite ci-dessus.

III. *En droit*

- A -

A.1. Le Gouvernement flamand observe tout d'abord que les établissements dotés de structures pour personnes âgées exploités par des administrations locales et provinciales, des associations sans but lucratif et des établissements d'utilité publique au sens de la loi du 27 juin 1921, d'une part, et les établissements exploités par des personnes physiques ou morales, d'autre part, ne peuvent être utilement comparés entre eux. En effet, la première catégorie d'établissements est supposée gérée sans but lucratif et purement dans le cadre de l'intérêt général, tandis que la deuxième catégorie d'établissements est exploitée dans un but lucratif, c'est-à-dire en vue de défendre des intérêts au moins partiellement privés. Même s'il était admis que les maisons de repos sont toujours exploitées dans l'intérêt général, le Gouvernement flamand estime que le statut et la finalité des deux catégories sont incontestablement et fondamentalement différents : l'exploitation d'une maison de repos dans un but lucratif a, pour l'exploitant, en même temps une finalité différente et commerciale. L'octroi des subsides vise dans ce cas non seulement, selon le Gouvernement flamand, à couvrir les frais de l'exploitant, occasionnés par la norme d'agrément imposée en matière d'animation, mais également à contribuer à augmenter son bénéfice ou à limiter sa perte. Le Gouvernement flamand déclare que le caractère indéniablement différent des deux catégories justifie en tout état de cause qu'elles soient traitées différemment.

A.2.1. Quant au fond, le Gouvernement flamand fait valoir que le caractère indéniablement différent des deux catégories constitue également la *ratio legis* de la limitation des établissements dotés de structures pour personnes âgées qui sont subventionnables aux établissements sans but lucratif. Le Gouvernement flamand observe que la limitation critiquée était déjà inscrite aux articles 5 et 6 du décret du 5 mars 1985 « portant réglementation de l'agrément et de l'octroi de subventions relatifs aux structures destinées aux personnes âgées ». Le Gouvernement flamand déduit de l'avis du Conseil d'Etat, section de législation, relatif à ces dispositions que le Conseil d'Etat non seulement ne s'opposait pas à la limitation des subventions aux maisons de repos sans but lucratif, mais en outre a entièrement approuvé cette limitation, dès lors que l'avis vise à compléter l'énumération des formes juridiques sans but lucratif et à la compléter par les établissements d'utilité publique au sens de la loi du 27 juin 1921, et ce précisément pour qu'elle soit compatible avec le principe d'égalité. Le Gouvernement flamand déduit ensuite des travaux préparatoires de l'article 5 du décret précité du 5 mars 1985 que la raison pour laquelle seule l'initiative privée, toutefois sans but commercial, est subventionnable trouve son fondement dans la problématique du vieillissement de la population.

A.2.2. Le Gouvernement flamand observe ensuite que la politique de subventionnement a, par excellence, une incidence budgétaire : l'extension des bénéficiaires de subventions à tous les établissements dotés de structures pour personnes âgées, indépendamment de la forme juridique de cette exploitation et indépendamment du fait qu'il y ait un but lucratif ou non, soit exigerait davantage de moyens budgétaires, soit impliquerait une réduction des subventions individuelles des bénéficiaires. Le Gouvernement flamand déduit de la jurisprudence de la Cour que des restrictions budgétaires peuvent également justifier une différence de traitement. A l'estime du Gouvernement flamand, il est clair que les deniers publics limités doivent en premier lieu être utilisés pour accomplir des tâches d'intérêt général et ne peuvent servir à générer des bénéfices privés.

Le Gouvernement flamand conclut que le critère de distinction employé - le statut juridique et plus précisément le fait qu'il y ait ou non un but lucratif dans le chef des bénéficiaires des subventions - est pertinent pour atteindre l'objectif poursuivi par le législateur décrétoal. En effet, les subventions sont ainsi réservées soit aux autorités locales ou provinciales, soit aux initiatives privées sans but lucratif. Selon le Gouvernement flamand, il ressort de la jurisprudence de la Cour que le statut juridique des sujets de droit en question peut être un critère objectif et admissible et que le droit au subventionnement peut être limité en fonction des exigences de l'intérêt général. La distinction entre l'exploitation dans un but lucratif ou sans but lucratif d'établissements dotés de structures pour personnes âgées est dès lors pertinente à la lumière de l'objectif général de toute subvention publique, qui consiste à promouvoir financièrement l'intérêt général.

A.2.3. Pour apprécier le caractère raisonnable du critère de distinction employé, le Gouvernement flamand se réfère à la jurisprudence de la Cour, qui permet au législateur (décrétoal) d'appréhender la diversité des situations à régler avec un certain degré d'approximation. En effet, cette jurisprudence s'applique non seulement en matière fiscale, mais également dans d'autres matières. Le Gouvernement flamand rappelle ensuite que le législateur décrétoal dispose d'un pouvoir d'appréciation discrétionnaire, sur lequel la Cour ne peut exercer qu'un contrôle marginal. La Cour n'est pas compétente pour juger de l'opportunité d'une disposition en cause.

A.2.4. Enfin, le Gouvernement flamand examine quelques arguments invoqués par la partie requérante devant le juge du fond.

Le Gouvernement flamand répond en premier lieu à la thèse de la SPRL « Pinxteren-Cineger » selon laquelle l'arrêté du 4 avril 2003 relatif aux subventions ignorerait les sociétés à finalité sociale. Le Gouvernement flamand n'aperçoit pas la pertinence du problème qui est soulevé, dès lors que la partie requérante n'est pas elle-même une société à finalité sociale. Le Gouvernement flamand rappelle que les dispositions décrétoales en cause sont antérieures à l'introduction de la figure juridique de la société à finalité sociale, étant donné que cette forme sociétaire n'a reçu son fondement légal que par la loi du 13 avril 1995 « modifiant les lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935 ». Le Gouvernement flamand estime que le fait que la disposition en cause ne peut en aucun cas être interprétée en ce sens qu'elle serait également applicable aux sociétés à finalité sociale, ne viole pas le principe d'égalité. En effet, l'article 661 du Code des sociétés permet aux associés de poursuivre un avantage patrimonial restreint, ce qui serait incompatible avec l'objectif du législateur décrétoal consistant à limiter les établissements dotés de structures pour personnes âgées qui sont subventionnables aux établissements qui ne poursuivent pas un but lucratif. Quoi qu'il en soit, une déclaration d'inconstitutionnalité serait, selon le Gouvernement flamand, injustifiée, dès lors qu'elle ne résoudrait pas la lacune décrétoale discriminatoire constatée, à laquelle seule une intervention du législateur décrétoal pourrait remédier. Une telle déclaration d'inconstitutionnalité ne serait pas davantage utile à la solution du litige dans l'instance principale.

Le Gouvernement flamand répond ensuite à l'affirmation de la partie requérante devant le juge *a quo* selon laquelle les sociétés privées ne doivent nullement être vouées à l'enrichissement des associés. Il estime que rien n'empêche que les sociétés dont il est prétendu qu'elles ne sont nullement vouées à l'enrichissement des associés prennent la forme juridique d'une ASBL, de manière à relever aussi du champ d'application du régime en cause. Le Gouvernement flamand observe toutefois que cela peut être difficile en l'espèce, étant donné que l'objet social de la partie requérante consiste non seulement à exploiter une maison de repos, mais porte également sur « le commerce de gros, de détail et le commerce ambulancier d'articles hygiéniques et de produits d'entretien ». Selon le Gouvernement flamand, de telles activités doivent être qualifiées d'actes de commerce et sont avec une probabilité proche de la certitude exercées dans un but lucratif.

- B -

B.1. La question préjudicielle porte sur l'article 6 des décrets de la Communauté flamande relatifs aux structures destinées aux personnes âgées, coordonnés le 18 décembre 1991, tel qu'il a été modifié par le décret du 23 février 1994, (ci-après : les décrets coordonnés relatifs aux structures destinées aux personnes âgées), qui énonce :

« Suivant les modalités prévues à l'article 5, § 1er, et § 2, 1°, 2°, 4° et 5°, le Gouvernement peut subventionner d'autres formes de logement, de soins et de services pour personnes âgées, organisées par un établissement agréé en vertu du présent décret pour autant que ces formes ne constituent pas des investissements, conformément aux dispositions du décret relatif à l'infrastructure affectée aux matières personnalisables ».

L'article 5, §§ 1er et 2, des mêmes décrets, auquel la disposition en cause se réfère, énonce :

« § 1er. Seuls les administrations locales et provinciales, les associations sans but lucratif et les [établissements d'utilité publique] au sens de la loi du 27 juin 1921 peuvent bénéficier de subventions pour la construction, l'extension, la transformation et l'aménagement des résidences-services, de complexes résidentiels proposant des services, et de maisons de repos ou pour l'achat d'immeubles destinés à être aménagés comme résidences-services, complexes résidentiels proposant des services, ou comme maisons de repos ou à titre d'intervention dans les frais de location, location-vente, crédit-bail ou prêt pour l'achat, la construction, l'aménagement et la mise en service de résidences-services, de complexes résidentiels proposant des services et de maisons de repos. Les deux subventions ne sont pas cumulables.

§ 2. Pour pouvoir bénéficier de subventions, l'établissement visé au § 1er doit :

1° s'inscrire dans le cadre du programme établi par le Gouvernement;

2° être localisé dans ou près d'un quartier résidentiel;

3° comprendre au moins dix logements particuliers en cas d'une résidence-services ou d'un complexe résidentiel proposant des services et pouvoir héberger 40 personnes âgées s'il s'agit d'une maison de repos; ce dernier chiffre est réduit à 30 lorsque la maison de repos est érigée conjointement avec une résidence-services ou un complexe résidentiel proposant des services. La capacité totale ne peut dépasser 90 logements pour ce qui concerne les résidences-services ou complexes résidentiels proposant des services et 180 logements en cas de maisons de repos; toutefois ces maxima ne sont pas applicables aux initiatives pour lesquelles une autorisation préalable a été accordée le 16 mars 1991 ou qui sont reprises dans la programmation;

4° satisfaire aux conditions établies par le Gouvernement;

5° les demandeurs doivent produire une déclaration dans laquelle ils s'engagent à respecter toutes les conditions d'agrément; ».

B.2.1. Le juge *a quo* estime que, par la référence, dans la disposition en cause, aux « modalités prévues à l'article 5, § 1er et § 2, 1°, 2°, 4° et 5° », les bénéficiaires de la subvention visée à l'article 6 sont également désignés. Dans cette interprétation, les maisons de repos agréées qui peuvent être subventionnées sur la base de l'article 6 des décrets coordonnés relatifs aux structures destinées aux personnes âgées, sont limitées aux établissements des administrations locales et provinciales, des associations sans but lucratif et « établissements d'utilité publique », désormais dénommés « fondations », au sens de la loi du 27 juin 1921 (sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations). Il pose ensuite la question de savoir si la disposition en cause viole les articles 10 et 11 de la Constitution « en ce que le Gouvernement flamand ne peut, par l'effet de la référence 'suivant les modalités prévues à l'article 5, § 1er', subventionner d'autres formes de logement, de soins et de services pour personnes âgées, organisées par un établissement agréé en vertu de ce décret, que lorsqu'il s'agit d'établissements d'administrations locales et provinciales, d'associations sans but lucratif et d'établissements d'utilité publique [lire : fondations] au sens de la loi du 27 juin 1921, et donc pas lorsqu'il s'agit d'établissements d'autres personnes physiques ou morales, même s'ils sont soumis aux mêmes normes d'agrément ».

B.2.2. Les faits de l'instance principale font apparaître que la seconde partie requérante devant le juge *a quo* est une société privée à responsabilité limitée ayant pour objet notamment l'exploitation d'une maison de repos pour personnes âgées. La Cour limite son examen à cette catégorie de personnes morales.

B.3.1. Le Gouvernement flamand objecte que les établissements dotés de structures pour personnes âgées exploités par des administrations locales et provinciales, des associations sans but lucratif et des fondations au sens de la loi du 27 juin 1921, d'une part, et les établissements exploités par d'autres personnes physiques ou morales, d'autre part, ne peuvent être utilement comparés, dès lors que le statut et la finalité des deux catégories d'établissements sont indéniablement et fondamentalement différents.

B.3.2. Il ne faut pas confondre différence et non-comparabilité. En l'espèce, la Cour doit comparer les homes pour personnes âgées agréés, exploités par des administrations locales et provinciales, des associations sans but lucratif et des fondations avec les homes pour personnes âgées agréés, exploités par des sociétés privées à responsabilité limitée, seuls les premiers entrant en considération pour un subventionnement pour d'autres formes de logement, de soins et de services pour personnes âgées. Ces établissements se trouvent dans des situations qui ne sont pas à ce point différentes qu'elles ne pourraient être comparées entre elles.

B.3.3. L'exception est rejetée.

B.4.1. L'article 5 des décrets coordonnés relatifs aux structures destinées aux personnes âgées trouve son origine dans l'article 5 du décret du 5 mars 1985 « portant réglementation de l'agrément et de l'octroi de subventions relatifs aux structures destinées aux personnes âgées ». Ce décret portait principalement sur le subventionnement de l'infrastructure des structures pour personnes âgées (*Doc. parl.*, Conseil flamand, 1983-1984, n° 279/2, p. 2). L'article 5 de ce décret visait spécifiquement à subventionner parallèlement aux maisons de repos les résidences-services et les complexes résidentiels fournissant des services en tant que structure distincte pour personnes âgées (*Doc. parl.*, Conseil flamand, 1983-1984, n° 279/1, p. 6).

Les travaux préparatoires de ce décret font apparaître que le législateur décrétole se sentait tenu par la situation financière de la Communauté flamande qui « impose de grandes restrictions à la politique à mener » et s'estimait contraint de fixer des priorités en la matière (*Doc. parl.*, Conseil flamand, 1983-1984, n° 279/1, p. 4). La section de législation du Conseil d'Etat observa aussi, dans son avis relatif à l'avant-projet de décret, qu'« il convient de souligner qu'il s'agit de l'octroi de primes et de subventions dans les limites des possibilités budgétaires et moyennant le respect des conditions posées : le régime n'est dès lors pas conçu comme un octroi inconditionnel d'un droit subjectif à une prime ou à une subvention. Cette conception est clairement exprimée aux articles 3 et suivants : une prime ou subvention ' peut ' être allouée » (*Doc. parl.*, Conseil flamand, 1983-1984, n° 279/1, p. 13).

Les travaux préparatoires de l'article 5 révèlent ensuite que le ministre compétent a estimé qu'il n'était pas souhaitable de limiter le subventionnement pour la construction, la transformation et l'équipement de résidences-services et de complexes résidentiels fournissant des services et des maisons de repos, aux administrations publiques, comme c'était le cas à l'article 3 du décret en ce qui concerne la construction et la transformation d'habitations pour personnes âgées mais souhaitait également, eu égard à l'évolution démographique et au problème du vieillissement de la population, associer certaines initiatives du secteur privé non-commercial, et notamment les ASBL (*Doc. parl.*, Conseil flamand, 1983-1984, n° 279/2, pp. 8-10).

B.4.2. La disposition en cause elle-même fut insérée, par le décret du 20 février 1991 « modifiant le décret du 5 mars 1985 portant réglementation de l'agrément et de l'octroi de subventions relatifs aux structures destinées aux personnes âgées », en tant qu'article *5bis* dans le décret visé en B.4.1, afin de pouvoir réagir de manière flexible aux nouveaux développements que connaît le secteur des structures pour personnes âgées, comme « les maisons pour un séjour de courte durée, les centres d'accueil de nuit, l'accueil spécifique pour personnes démentes et autres » (*Doc. parl.*, Conseil flamand, 1990-1991, n° 447/1, p. 3). Du fait que le législateur décréte a considéré qu'il était prématuré de réglementer ces nouvelles formules par voie décréte, eu égard à leur « caractère expérimental », le Gouvernement a pu organiser, réglementer et subventionner de nouvelles initiatives en ce qui concerne le logement, les soins et les services aux personnes âgées (*ibid.*).

A la suite de l'avis du Conseil d'Etat, selon lequel l'habilitation au Gouvernement prévue dans l'avant-projet était trop large (*Doc. parl.*, Conseil flamand, 1990-1991, n° 447/1, p. 17), le législateur décréte en a limité la portée en se référant expressément aux modalités visées à l'article 5, § 1er et § 2, 1°, 2°, 4° et 5°.

B.4.3. Par arrêté du Gouvernement flamand du 18 décembre 1991, plusieurs décrets et dispositions relatifs aux structures destinées aux personnes âgées ont été coordonnés. L'article *5bis* du décret du 5 mars 1985 est devenu l'article 6 des décrets coordonnés relatifs aux structures destinées aux personnes âgées. L'article 5 des mêmes décrets, tel qu'il a été modifié par le décret du 20 février 1991, a été maintenu comme article 5 des décrets coordonnés relatifs aux structures destinées aux personnes âgées.

B.4.4. En modifiant les articles 5 et 6 des décrets coordonnés relatifs aux structures destinées aux personnes âgées par le décret du 23 février 1994 relatif à l'infrastructure affectée aux matières personnalisables, le législateur décrétoal a confirmé clairement les initiatives subventionnables en précisant que « seuls les administrations locales et provinciales, les associations sans but lucratif et les [établissements d'utilité publique; désormais ' fondations '] au sens de la loi du 27 juin 1921 peuvent bénéficier de subventions [...] ».

B.5.1. Le subventionnement ne vise pas seulement à financer une initiative privée mais à réaliser l'objectif social qui se trouve à la base de cette initiative.

C'est au législateur décrétoal qu'il revient d'apprécier si et à quelles conditions il entend, compte tenu des limites budgétaires contraignantes, subventionner certaines initiatives ou certains établissements au moyen de deniers publics. Il n'appartient pas à la Cour de critiquer l'appréciation du législateur décrétoal, pour autant que celle-ci ne soit pas contraire au principe d'égalité et de non-discrimination. La Cour ne saurait censurer un tel choix que s'il était manifestement déraisonnable.

B.5.2. La mesure consistant à ne subventionner d'autres formes de logement, de soins et de services organisées par un établissement agréé en vertu du décret que lorsqu'il s'agit de structures destinées aux personnes âgées exploitées par des administrations locales et provinciales, des associations sans but lucratif et des fondations, repose sur un critère objectif, à savoir le statut juridique de l'exploitant de l'établissement, et est pertinente par rapport à l'objectif poursuivi par le législateur décrétoal consistant à aborder la problématique du vieillissement de la population d'une manière efficace, dans les limites des moyens budgétaires. Le choix de ne subventionner que ces établissements et non les établissements exploités par des sociétés privées à responsabilité limitée est justifié par la circonstance que les premiers sont gérés sans but lucratif et ne sont pas axés sur l'enrichissement des membres de la personne morale.

Il n'est pas manifestement déraisonnable qu'une autorité subventionnante opte, afin d'octroyer son aide financière, pour les exploitants de fondations dont la forme juridique offre la garantie que leurs activités poursuivent l'intérêt général et non un enrichissement

personnel. En outre, la circonstance que les établissements exploités dans un but lucratif par des personnes physiques ou morales sont soumis aux mêmes normes d'agrément que les établissements subventionnables n'est pas pertinente en l'espèce, dès lors qu'il n'existe pas de corrélation nécessaire, quant à la mesure en cause, entre l'agrément et la subvention.

B.5.3. La question préjudicielle appelle une réponse négative.

Par ces motifs,

la Cour

dit pour droit :

L'article 6 des décrets de la Communauté flamande relatifs aux structures destinées aux personnes âgées, coordonnés le 18 décembre 1991, tel qu'il a été modifié par le décret du 23 février 1994, ne viole pas les articles 10 et 11 de la Constitution.

Ainsi prononcé en langue néerlandaise et en langue française, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989, à l'audience publique du 4 mars 2008.

Le greffier,

Le président,

P.-Y. Dutilleux

M. Bossuyt